

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1972-1973.

22 MAI 1973.

Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit.

RAPPORT
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'ENVIRONNEMENT (1)
PAR Mme **NAUWELAERTS-THUES.**

Votre Commission a consacré deux réunions à l'examen du projet de loi qui est soumis à votre approbation.

Le Ministre de la Santé publique et de l'Environnement a commenté la portée du texte, en rappelant que la Chambre des Représentants a adopté celui-ci à l'unanimité, après l'avoir amendé sur quelques points.

Il estime que, dans le contexte de la protection de notre environnement, la lutte contre le bruit devient une nécessité urgente, au même titre que celle contre la pollution de l'air et de l'eau.

Le développement toujours croissant de la technique a pour effet de produire de plus en plus de bruit. Mais la pollution sonore est non seulement une source de désagrément, elle peut aussi provoquer des lésions organiques et psychosomatiques chez les individus.

Dans un Etat moderne, en pleine expansion, l'homme doit être protégé contre tous ces dangers par une législation souple et progressive.

(1) Les membres suivants ont participé aux délibérations de la Commission :

MM. Mesotten, président; Aerts, Bury, Cristel, Cugnon, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Seranno, Paque, Stassart, Strivay, Van der Aa, Vanderborght, Van In, Vannieuwenhuyze et Mme Nauwelaerts-Thues, rapporteur.

R. A 9161

Voir :

Document du Sénat :

429 (Session de 1971-1972) : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1972-1973.

22 MEI 1973.

Ontwerp van wet betreffende de bestrijding van de geluidshinder.

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE VOOR HET
LEEFMILIEU (1) UITGEBRACHT
door Mevr. **NAUWELAERTS-THUES.**

Uw Commissie heeft twee vergaderingen gewijd aan de bespreking van dit wetsontwerp.

De heer Minister van Volksgezondheid en Leefmilieu verschaft toelichting bij het ontwerp en wijst erop dat het in de Kamer van Volksvertegenwoordigers na enkele amendementen eenparig werd aangenomen.

Hij is tevens van oordeel dat bij de verdediging van ons leefmilieu, zoals bij water- en luchtverontreiniging, ook de geluidshinder dient bestreden te worden.

De steeds maar stijgende ontwikkeling van de techniek veroorzaakt meer en meer geluidshinder. Dit is niet alleen onaangenaam maar kan tevens aan de mens organische en psychosomatische letsels bezorgen.

In een moderne Staat in volle expansie dient de mens als dusdanig tegen al deze gevaren beschermd te worden door een soepele en progressieve wetgeving.

(1) De volgende leden hebben aan de beraadslagingen van de Commissie deelgenomen :

De heren Mesotten, voorzitter; Aerts, Bury, Cristel, Cugnon, Mevr. De Backer-Van Ocken, de hh. De Seranno, Paque, Stassart, Strivay, Van der Aa, Vanderborght, Van In, Vannieuwenhuyze en Mevr. Nauwelaerts-Thues, verslaggeefster.

R. A 9161

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

429 (Zitting 1971-1972) : Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Discussion générale.

Plusieurs commissaires estiment qu'il est inadmissible que le Ministre de la Défense nationale soit seul compétent pour le bruit provoqué par l'Armée en temps de paix, alors que l'action des huit autres ministres est coordonnée par le Ministre de la Santé publique et de l'Environnement.

A titre d'exemple, un commissaire cite les agressions sonores provoquées par les avions de la force aérienne.

L'intervenant craint également que certaines régions touristiques ne subissent un préjudice, par suite notamment de l'implantation d'unités rapatriées d'Allemagne. Il estime toutefois que la modification proposée ne pourra pas soulever beaucoup d'objections, puisque le Ministre de la Défense nationale a lui-même proposé de procéder, pour le cas en question, à des concertations avec les instances compétentes en matière d'aménagement du territoire, de développement régional et de tourisme.

Le Ministre confirme d'ailleurs qu'il en sera ainsi.

Un autre commissaire attire l'attention sur le fait que, d'après le projet de loi sur la conservation de la nature, le bruit provoqué par des avions volant à trop basse altitude au-dessus des réserves naturelles constitue une matière qui relève de la compétence du Ministre de l'Agriculture. Le présent projet prévoit que c'est le Ministre de la Défense nationale qui est compétent en la matière. Un des deux projets devrait dès lors être amendé.

Le Ministre répond que des observations analogues ont déjà été émises au cours du débat à la Chambre. Il rappelle la réponse que le Ministre a donnée à cette occasion : le Ministre de la Santé publique et de l'Environnement est uniquement chargé de la coordination, il ne peut pas intervenir dans le domaine de la Défense nationale. Il n'est d'ailleurs prévu nulle part que cette loi ne serait pas applicable à la Défense nationale. Le Ministre compétent devra à son tour se conformer aux dispositions de la loi mais ce sera à lui d'en décider les modalités. D'ailleurs, vis-à-vis de l'Emploi et des Travaux publics, par exemple, les pouvoirs du Ministre de la Santé publique et de l'Environnement se limitent également à coordonner leur action. S'il en était autrement, les compétences qui lui sont conférées seraient par trop étendues.

En effet, le texte a été volontairement rédigé en termes généraux afin de permettre des réglementations souples (car la technique évolue si rapidement !).

Enfin, il est souhaitable que le texte ait un caractère général, compte tenu du fait que cette matière sera probablement régionalisée et qu'elle sera dès lors, à l'avenir, réglée par voie de décrets.

Un membre regrette que la loi soit si peu précise et ne désigne pas les instances publiques auxquelles incomberont des responsabilités et des obligations en la matière.

Après avoir déclaré qu'à ses yeux, le projet constitue un important progrès pour ce qui est des mesures elles-mêmes, un membre demande si les sanctions prévues sont suffisantes et qui veillera à leur application.

Algemene bespreking.

Verschillende commissarissen vinden het onaanvaardbaar dat voor lawaai, veroorzaakt door het Leger in vredetijd, alleen de Minister van Landsverdediging verantwoordelijk staat en niet, zoals voor de acht andere ministers, ook de Minister van Volksgezondheid en Leefmilieu.

Ter illustratie worden de hinderlijke vluchten van het luchtwapen aangevoerd.

Ook voor schade aan toeristische streken wordt gevreesd, met name vanwege inplanting van uit Duitsland terug te trekken legereenheden. Men meent dat er niet vele bezwaren kunnen rijzen tegen de voorgestelde wijziging, aangezien de Minister van Landsverdediging voor het vorenbedoelde geval reeds zelf voorgesteld heeft, te overleggen met de bevoegde instanties voor ruimteordening, streekontwikkeling en toerisme.

De Minister bevestigt trouwens dat dit zal gebeuren.

Er wordt aandacht voor gevraagd dat voor storingen, veroorzaakt door vliegtuigen die laag boven natuurreservaten vliegen, de Minister van Landbouw bevoegd gesteld wordt (in het wetsontwerp betreffende het natuurbehoud). In onderhavig wetsvoorstel staat dat het de Minister van Landsverdediging is. Een van beide wetsontwerpen zou dan geamendeerd moeten worden.

De Minister zegt dat ook tijdens het Kamerdebat dergelijke bedenkingen gemaakt werden. Hij herhaalt het antwoord dat de Minister er toen op gegeven heeft : de Minister van Volksgezondheid en Leefmilieu kan alleen coördineren en kan niet op het gebied van Landsverdediging treden. Nergens staat evenwel dat Landsverdediging aan deze wet zou ontsnappen. De bevoegde Minister zal zich op zijn beurt naar deze wet moeten schikken, doch zelf uitmaken hoe. Trouwens, ook voor Teverkstelling b.v. en voor Openbare Werken, zal de Minister van Volksgezondheid en Leefmilieu niet méér kunnen doen dan coördineren. Zoniet zou hij een al te ruime bevoegdheid krijgen.

De tekst werd inderdaad bewust algemeen gehouden ten einde soepele regelingen mogelijk te maken (de techniek evolueert zo snel !).

Ten slotte is een algemene tekst wenselijk omdat deze materie waarschijnlijk geregionaliseerd zal worden en dus door decreten verder geregeld.

Een lid betreurt dat de wet zo weinig duidelijk is en niet aangeeft welke openbare lichamen verantwoordelijkheid en verplichting dragen.

Een commissaris, die dit ontwerp een grote vooruitgang noemt wat de maatregelen zelf betreft, vraagt of er wel genoeg straf op staat en wie ze zal toepassen.

Il craint que certaines des sanctions prévues ne soient trop légères et donc inefficaces. Il demande que l'on rende impossible le remplacement d'une peine d'emprisonnement par une amende.

Le Ministre répond que l'emprisonnement figure parmi les peines prévues. La difficulté est de fixer des critères irréfutables. La gravité de la peine doit être assortie de la certitude que les normes imposées peuvent être respectées.

Un autre membre demande qui sera puni lorsque l'auteur de l'infraction est une firme : les infractions les plus lourdes seront toujours le fait de firmes.

Le Ministre répond que cette matière doit être réglée par voie d'arrêté royal.

Un commissaire demande de remplacer, dans le texte français, les mots « le Roi peut prendre » par les mots : « le Roi prend », cette formule ayant un caractère plus impératif.

Discussion des articles.

Article 1^{er}.

Cet article est adopté à l'unanimité.

Articles 2 et 3.

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

Article 4.

Un commissaire dépose un amendement visant à ajouter le Ministre de la Défense nationale à l'énumération générale contenue dans cet article.

Cet amendement est libellé comme suit :

« A. Insérer dans cet article un 9^o, rédigé comme suit :

» 9^o par le Ministre qui a la Défense nationale dans ses attributions, pour prendre toute mesure en vue de prévenir ou de combattre tout bruit provenant des immeubles, installations, engins ou véhicules quelconques relevant de l'autorité militaire.

» B. Supprimer le dernier alinéa de cet article. »

Le Ministre marque son accord sur le fond de l'amendement, mais il estime que l'on ne peut attacher une importance exagérée à l'aspect formel des mesures proposées.

Il ajoute qu'il ne faut pas être trop attentif au nombre de signatures ministérielles requises, si ce n'est pour se souvenir que chaque signature nouvelle entraîne en moyenne un retard d'un mois.

Le Ministre de la Santé publique et de l'Environnement se voit attribuer le rôle d'animateur et de coordinateur et il est dès lors en mesure de formuler les propositions nécessaires. En cette qualité, il peut également faire des suggestions à son collègue de la Défense nationale, sans que celui-ci doive pour autant y apposer sa signature. D'autre part, le Ministre de la

Hij vreest dat de bepaalde straffen te licht zijn en dus ondoeltreffend. Hij vraagt dat het onmogelijk zou gemaakt worden, gevangenisstraf door geldboete te vervangen.

De Minister wijst erop dat gevangenisstraf voorzien is. De moeilijkheid ligt bij het aanleggen van onwederlegbare criteria. De zwaarte van de straf moet samengaan met de zekerheid dat de aangelegde normen hanteerbaar zijn.

Een ander commissaris vraagt wie gestraft zal worden wanneer de overtreder een firma is : de grootste overtreders zullen altijd firma's zijn.

De Minister antwoordt dat zulks bij koninklijk besluit zal moeten vastgesteld worden.

Een lid vraagt dat in de Franse tekst « le Roi peut prendre » vervangen zou worden door « le Roi prend » omdat dit meer imperatief is.

Artikelsgewijze bespreking.

Artikel 1.

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Artikelen 2 en 3.

Deze artikelen worden eenparig aangenomen.

Artikel 4.

Een lid van de Commissie dient een amendement in, met de bedoeling, ook de Minister van Landsverdediging in de algemene opsomming op te nemen.

Het luidt aldus :

« A. Een 9^o in te voegen, luidende :

» 9^o de Minister tot wiens bevoegdheid de Landsverdediging behoort, om alle maatregelen te treffen ten einde het lawaai, dat afkomstig is van gebouwen en installaties, tuigen en voertuigen die onder de militaire overheid ressorteren, te voorkomen of te bestrijden.

» B. Het laatste lid te schrappen. »

De Minister beaamt de bedoeling van het amendement ten gronde. Hij vindt evenwel dat geen overdreven belang mag gehecht worden aan de formele zijde van deze regeling.

Hij waarschuwt er voor, niet al te veel belang te hechten aan het aantal benodigde ministeriële handtekeningen, tenzij om te bedenken dat elke handtekening gemiddeld een maand vertraging meebrengt.

De Minister van Volksgezondheid en Leefmilieu krijgt de rol van animator en coördinator en kan als dusdanig de nodige voorstellen doen. In deze hoedanigheid kan hij ook aan zijn collega van Landsverdediging suggesties geven, zonder dat hij daaronder zijn handtekening hoeft te plaatsen. Anderzijds is een Minister van Volksgezondheid en Leef-

Santé publique et de l'Environnement n'a pas le pouvoir de faire passer un arrêté royal que son collègue de la Défense nationale refuserait de signer.

Un membre revient sur la question du survol des écoles par des appareils à réaction et sur l'impression effroyable que cela laisse chez de jeunes enfants; il souligne le fait que les milieux militaires ne respectent pas les conventions.

Le Ministre comprend parfaitement les sentiments du commissaire, mais il ne croit pas que l'adoption d'un amendement y changera quelque chose. Par ailleurs, les parlementaires ont, à tout moment, la possibilité d'interpeller le Ministre de la Défense nationale.

L'auteur de l'amendement, qui parle d'expérience, pourrait citer de nombreux cas où nous sommes obligés de légiférer en vue de remédier à de telles situations.

Un membre fait observer que les Ministres de l'Education nationale ne sont pas cités au point 8°, où il est question de formation professionnelle.

Le Ministre donne l'assurance que, lorsqu'il s'agira d'établissements scolaires, il fera également intervenir les Ministres de l'Education nationale.

Le Ministre ayant demandé avec instance que l'amendement soit retiré, l'auteur présente une proposition intermédiaire consistant à maintenir la première partie de son amendement (A) et à supprimer la deuxième (B). Le dernier alinéa commencerait alors comme suit: « Dans des circonstances spéciales, le Ministre ... »

L'amendement ainsi modifié est adopté par 10 voix et 1 abstention.

L'article amendé est adopté à l'unanimité.

Article 6.

Cet article est adopté à l'unanimité.

Article 7.

Un commissaire demande au Ministre si des recherches en la matière sont déjà en cours, par exemple dans les universités.

Le Ministre s'informerait à ce sujet.

L'article est adopté à l'unanimité.

Articles 8, 9 et 10.

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

milieu niet bij machte om een koninklijk besluit door te drukken dat zijn collega van Landsverdediging niet zou willen ondertekenen.

Een lid komt terug op het overvliegen van de scholen door reactievliegtuigen en over de vreselijke indruk die dit op de kleine kinderen nalaat; hij beklemtoont dat men in militaire kringen de afspraken niet naleeft.

De Minister begrijpt de gevoelens van de commissaris ten volle maar denkt niet dat het aannemen van een amendement ter zake iets zal veranderen. Wel hebben parlementsleden ten allen tijde de mogelijkheid de Minister van Landsverdediging te interpellieren.

De indiener van het amendement, die uit ervaring spreekt, zou vele gevallen kunnen aanhalen die ons verplichten wetten maken die aan deze toestanden verbeteringen dienen te brengen.

Een lid doet opmerken dat in 8°, waar het gaat over beroepsopleiding, de Ministers van Nationale Opvoeding niet vernoemd werden.

De Minister verzekert dat, als het over schoolinstellingen gaat, hij ook de Ministers van Nationale Opvoeding in de zaak zal betrekken.

Op de uitdrukkelijke vraag van de Minister, het amendement in te trekken, doet de indiener ervan een tussenvoorstel: het eerste gedeelte van zijn amendement (A) te handhaven, doch het tweede (B) te laten vallen. In de plaats hiervan zou men het laatste lid aldus doen aanvangen: « In speciale omstandigheden is alleen de Minister ... »

Het aldus gewijzigde amendement wordt aangenomen met 10 stemmen bij 1 onthouding.

Het geamendeerde artikel wordt aangenomen met eenparigheid.

Artikel 6.

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Artikel 7.

Een commissaris vraagt de Minister of er reeds een onderzoek ter zake gaande is, b.v. aan de universiteiten.

De Minister zal het nagaan.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

Artikelen 8, 9 en 10.

Deze artikelen worden eenparig aangenomen.

Article 11.

Un membre dépose un amendement à cet article, parce qu'il estime que les dispositions pénales ne sont pas en rapport avec les dommages subis et que de simples amendes ne suffiront pas pour avoir l'effet de dissuasion souhaité et qu'elles n'intimideront surtout pas les personnes influentes.

Voici le texte de l'amendement :

« A. Au premier alinéa de cet article, remplacer les mots « ou d'une de ces peines seulement » par les mots « ou de la peine d'emprisonnement seulement. »

B. Rédiger le début de l'avant-dernier alinéa de cet article de la manière suivante :

« Les peines peuvent être portées au double et les peines minima le seront en tout cas si ... »

Les mesures que l'appareil répressif prendra après coup seront souvent beaucoup moins efficaces.

Le Ministre répond que le deuxième alinéa de l'article 10 prévoit en fait la peine la plus lourde (interdiction de l'utilisation d'appareils bruyants). De plus, il estime que l'amendement, du moins dans sa première partie, est tellement radical (l'emprisonnement serait obligatoire, même pour les petites infractions commises par des jeunes) qu'il faut envisager la possibilité que les juges préfèrent acquitter plutôt que de prononcer une peine d'emprisonnement.

Il ajoute que les amendes ne sont pas tellement bénignes, compte tenu du fait qu'elles doivent être multipliées par 30.

L'auteur retire alors la partie A de son amendement. Le Ministre n'a rien à objecter à la partie B.

L'amendement ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

L'article 11 est également adopté à l'unanimité.

Article 12.

Dans le texte néerlandais, le mot « vastgesteld » est remplacé par le mot « genomen ».

L'article est adopté à l'unanimité.

Articles 13 et 14.

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

L'ensemble du projet de loi a été adopté à l'unanimité.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,

J. NAUWELAERTS-THUES.

Le Président,

W. MESOTTEN.

Artikel 11.

Een commissaris heeft hier een amendement ingediend omdat hij vindt dat de strafmaatregelen niet in verhouding zijn met de schade die geleden wordt en dat de geldboeten niet voldoende zijn om vooral invloedrijke personen af te schrikken.

Ziehier de tekst van zijn amendement :

« A. In het eerste lid de zinsnede « of met één van die straffen alleen gestraft », te vervangen door « of met gevangenisstraf alleen gestraft. »

B. Het voorlaatste lid aan te vangen als volgt :

« De straffen kunnen en de minimumstraffen zullen in elk geval worden verdubbeld ... »

De maatregelen die het strafrechtelijk apparaat naderhand neemt zullen vaak veel minder doeltreffend zijn.

De Minister antwoordt dat het tweede lid van artikel 10 in feite de zwaarste straf uitmaakt (buiten-gebruikstelling van lawaai-oorzaken). Bovendien acht hij het amendement, ten minste het eerste gedeelte ervan, zodanig radikaal (ook voor kleine overtredingen door jonge mensen zou gevangenisstraf verplichtend zijn) dat men moet rekenen met de mogelijkheid dat rechters liever tot vrijspraak dan tot gevangenisstraf zouden besluiten.

Hij wijst er bovendien op dat de geldboeten niet zo gering zijn aangezien zij feitelijk met 30 moeten vermenigvuldigd worden.

De indiener trekt dan het deel A uit zijn amendement terug. Tegen deel B van het amendement heeft de Minister geen bezwaar.

Het aldus gewijzigde amendement wordt eenparig aangenomen.

Artikel 11 zelf wordt eveneens eenparig aangenomen.

Artikel 12.

In de Nederlandse tekst wordt het werkwoord « vastgesteld » vervangen door « genomen ».

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

Artikelen 13 en 14.

Deze artikelen worden eenparig aangenomen.

Het geheel van het wetsontwerp wordt eenparig aangenomen.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd.

De Verslaggeefster,

J. NAUWELAERTS-THUES.

De Voorzitter,

W. MESOTTEN.

TEXTE ADOPTÉ
PAR LA COMMISSION.

ARTICLE 1^{er}.

Le Roi peut, dans l'intérêt de la santé des personnes, prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou combattre le bruit provenant de sources sonores fixes ou mobiles, permanentes ou temporaires et notamment :

1° interdire la production de certains bruits;

2° soumettre la production de certains bruits à des restrictions, entre autres limiter le temps de la production du bruit;

3° réglementer ou interdire l'importation, la fabrication, l'exportation, le transit, le transport, l'offre en vente, la vente, la cession à titre onéreux ou gratuit, la distribution, l'installation et l'utilisation d'appareils, dispositifs ou objets produisant ou susceptibles de produire certains bruits;

4° imposer et réglementer le placement et l'utilisation d'appareils ou de dispositifs destinés à réduire le bruit, à l'absorber ou à remédier à ses inconvénients;

5° créer des zones de protection en faveur desquelles des mesures spécifiques pourront être prises. Ces zones correspondront notamment aux quartiers habités, aux zonings industriels, aux centres de récréation et aux quartiers où le silence est particulièrement requis.

Les mesures à prendre en vertu de l'alinéa précédent concerneront le bruit provoqué, entre autres, par les véhicules automoteurs (camions, voitures, motocycles, motocyclettes), les avions, les hélicoptères, le matériel roulant des chemins de fer, la signalisation sonore aux passages à niveau non surveillés, les bateaux, les machines installées dans les ateliers et les usines, les machines installées sur des chantiers et les appareils ménagers.

ART. 2.

Le Roi peut, aux mêmes fins, imposer des conditions techniques de construction et d'installation susceptibles d'atténuer les inconvénients du bruit et de sa propagation.

En particulier, le Roi peut imposer des conditions techniques, à l'occasion de la construction de nouvelles routes, chemins de fer ou champs d'aviation ou de l'extension de routes, chemins de fer ou champs d'aviation existants ou lors de la mise en œuvre des plans régionaux d'aménagement ou des plans particuliers.

ART. 3.

En ce qui concerne la formation professionnelle et les conditions d'accès à la profession du personnel pouvant être chargé de l'installation ou de l'entretien de dispositifs susceptibles de combattre la production du bruit, le Roi peut im-

TEKST AANGENOMEN
DOOR DE COMMISSIE.

ARTIKEL 1.

De Koning kan, ter bevordering van de gezondheid van de mens, de nodige maatregelen treffen om de geluidshinder, voortkomende van vaste of mobiele, blijvende of tijdelijke geluidsbronnen, te voorkomen of te bestrijden, en met name :

1° het veroorzaken van bepaalde soorten lawaai verbieden;

2° het veroorzaken van bepaalde soorten lawaai aan restrictiemaatregelen onderwerpen en onder meer de duur van het veroorzaken van lawaai beperken;

3° de invoer, de fabricage, de uitvoer, de doorvoer, het vervoer, het te koop aanbieden, de verkoop, het afstaan onder bezwarende titel of om niet, de wederverkoop, de installatie en het gebruik van toestellen, inrichtingen of voorwerpen regelen of verbieden, die bepaalde soorten lawaai veroorzaken of kunnen veroorzaken;

4° de plaatsing en het gebruik van toestellen of inrichtingen om het lawaai te dempen, het op te slorpen, dan wel de nadelen ervan te verhelpen, opleggen en regelen;

5° beschermingszones oprichten ten gunste waarvan specifieke maatregelen kunnen worden genomen. Deze zones komen onder meer overeen met de woonzones, de industriezones, de recreatiecentra en met gebieden die bijzonder stiltebehoevend zijn.

De ter uitvoering van vorig lid te treffen maatregelen zullen betrekking hebben op de geluidshinder veroorzaakt onder meer door de motorvoertuigen (vrachtwagens, personenwagens, motorrijtuigen, motorfietsen), de vliegtuigen, de hefchromfievliegtuigen, de spoorwegwagens, de geluidssignalisatie aan onbewaakte overwegen, de vaartuigen, de machines opgesteld in werkplaatsen en fabrieken, de machines opgesteld op bouwerven en de huishoudelijke toestellen.

ART. 2.

De Koning kan, tot dezelfde doeleinden, technische bouw- en installatie-eisen opleggen die de hinder en de voortplanting van het geluid kunnen verhelpen.

Inzonderheid kan de Koning bij het aanleggen van nieuwe of bij het uitbreiden van bestaande autowegen, spoorwegen, vlieghavens of bij het opstellen van gewestplannen of van bijzondere plannen van aanleg, technische voorwaarden opleggen om geluidshinder te beperken.

ART. 3.

Met betrekking tot de vakopleiding en de vestigingseisen voor het personeel dat kan worden belast met het plaatsen of het onderhoud van inrichtingen en toestellen die het veroorzaken van lawaai kunnen tegengaan, kan de Koning

ser des conditions particulières propres à assurer l'application de la présente loi et des arrêtés pris en exécution de celle-ci.

ART. 4.

Les arrêtés royaux pris en exécution des articles précédents sont soumis à l'avis du Conseil supérieur d'Hygiène publique. Ils sont proposés conjointement par le Ministre qui a la Santé publique et l'Environnement dans ses attributions et, suivant la nature et la source du bruit :

1° par le Ministre qui a le Travail dans ses attributions pour les établissements industriels ou commerciaux à l'exception des mines, minières et carrières souterraines;

2° par le Ministre qui a les mines, minières et carrières souterraines dans ses attributions, pour ces établissements;

3° par le Ministre qui a les Travaux publics dans ses attributions, pour les travaux publics;

4° par les Ministres qui ont l'Urbanisme et l'Aménagement du territoire et, selon le cas, le Travail ou les mines, minières et carrières souterraines dans leurs attributions, pour la détermination des zones de protection contre les bruits causés par les établissements industriels et commerciaux;

5° par les Ministres qui ont dans leurs attributions l'Urbanisme et l'Aménagement du territoire, la réglementation et le contrôle des transports, pour la détermination de zones de protection contre les bruits causés par le trafic;

6° par le Ministre qui a la réglementation et le contrôle des transports dans ses attributions, pour les moyens de transport par route, eau, fer ou air;

7° par le Ministre qui a l'Urbanisme et l'Aménagement du territoire dans ses attributions, en ce qui concerne les conditions techniques de construction;

8° par les Ministres qui ont les Classes moyennes et l'Emploi dans leurs attributions, en ce qui concerne la formation professionnelle des personnes visées à l'article 3;

9° par le Ministre qui a la Défense nationale dans ses attributions, pour prendre toute mesure en vue de prévenir ou de combattre tout bruit provenant des immeubles, installations, engins ou véhicules quelconques relevant de l'autorité militaire.

Les arrêtés ne relevant pas de la compétence des Ministres cités sous 1° à 9° sont proposés par le Ministre qui a la Santé publique et l'Environnement dans ses attributions.

bijzondere eisen opleggen om in de toepassing van deze wet en de ter uitvoering ervan vastgestelde besluiten te voorzien.

ART. 4.

De koninklijke besluiten die ter uitvoering van de voorgaande artikelen worden vastgesteld, moeten aan de Hoge Gezondheidsraad voor advies worden voorgelegd. Die besluiten worden gezamenlijk voorgedragen door de Minister die bevoegd is inzake Volksgezondheid en Leefmilieu en, naargelang van de aard en de bron van het lawaai, door :

1° de Minister, tot wiens bevoegdheid de Arbeid behoort, voor de nijverheids- of handelsondernemingen, met uitzondering van de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven;

2° de Minister, tot wiens bevoegdheid de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven behoren, wanneer het om die inrichtingen gaat;

3° de Minister, tot wiens bevoegdheid de Openbare Werken behoren, wanneer het om openbare werken gaat;

4° de Ministers, tot wier bevoegdheid de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening en, volgens het geval, de Arbeid of de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven behoren, voor de bepaling van de zones, die tegen het door nijverheids- en handelsondernemingen veroorzaakte lawaai moeten worden beschermd;

5° de Ministers, tot wier bevoegdheid de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening alsook de reglementering van en de controle op het vervoer behoren, voor de bepaling van de zones die tegen het door het verkeer veroorzaakte lawaai moeten worden beschermd;

6° de Minister, tot wiens bevoegdheid de reglementering van en de controle op het vervoer behoren, voor de voermiddelen te land, te water, per spoor of door de lucht;

7° de Minister, tot wiens bevoegdheid de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening behoren, voor de technische bouwvoorwaarden;

8° de Ministers, tot wier bevoegdheid de Middenstand en de Tewerkstelling behoren, voor de vakopleiding van de in artikel 3 bedoelde personen;

9° de Minister tot wiens bevoegdheid de Landsverdediging behoort, om alle maatregelen te treffen teneinde het lawaai, dat afkomstig is van gebouwen en installaties, tuigen en voertuigen die onder de militaire overheid ressorteren, te voorkomen of te bestrijden.

De besluiten, die niet tot de bevoegdheid behoren van de Ministers waarvan sprake van 1° tot 9°, worden voorgedragen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid en het Leefmilieu behoort.

Dans des circonstances spéciales, le Ministre qui a la Défense nationale dans ses attributions est seul compétent pour prendre toute mesure en vue de prévenir ou de combattre tout bruit provenant des immeubles, installations, engins ou véhicules quelconques relevant de l'autorité militaire.

ART. 5.

Le Ministre qui a la Santé publique et l'Environnement dans ses attributions est chargé de coordonner l'action des autorités intéressées à la lutte contre le bruit et notamment en ce qui concerne :

1° les recherches relatives aux effets du bruit sur la santé, le comportement et le bien-être de l'homme;

2° la recherche des moyens efficaces de lutte contre le bruit.

Les missions prévues ci-dessus s'exécutent en collaboration avec des personnes ainsi qu'avec des laboratoires ou des organismes publics ou privés, agréés à cette fin par le Ministre qui a la Santé publique et l'Environnement dans ses attributions.

Ces personnes, laboratoires ou organismes transmettent au Ministère de la Santé publique, de l'Environnement et de la Famille les résultats de leurs examens et recherches.

ART. 6.

Le Ministre qui a la Santé publique et l'Environnement dans ses attributions peut promouvoir l'éducation de la population à propos des problèmes du bruit et des moyens de prévention et de lutte contre le bruit.

Il peut en outre faire aux Ministres qui ont l'Éducation nationale dans leurs attributions toutes propositions quant à l'introduction de ces matières dans les programmes d'enseignement.

La mission prévue à l'alinéa 1^{er} du présent article peut être assurée par des organismes privés agréés à cette fin par le Ministre qui a la Santé publique et l'Environnement dans ses attributions.

ART. 7.

Le Ministre qui a la Santé publique et l'Environnement dans ses attributions peut agréer des personnes ainsi que des laboratoires ou des organismes publics ou privés chargés de procéder à des essais ou contrôles d'appareils ou de dispositifs susceptibles de produire du bruit, destinés à le réduire, à l'absorber, à remédier à ses inconvénients ou à le mesurer.

ART. 8.

Le Roi détermine les conditions et la procédure d'agrément des personnes, des laboratoires ou des organismes visés aux articles 5, 6 et 7.

In speciale omstandigheden is alleen de Minister, tot wiens bevoegdheid de Landsverdediging behoort, gemachtigd alle maatregelen te treffen om het lawaai, dat afkomstig is van gebouwen en installaties, tuigen en voertuigen die onder de militaire overheid ressorteren, te voorkomen of te bestrijden.

ART. 5.

De Minister, tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid en het Leefmilieu behoort, is belast met de coördinatie van de actie van de autoriteiten, die bij de bestrijding van de geluidshinder betrokken zijn en onder meer in verband met :

1° onderzoeken naar de invloeden van het lawaai op de gezondheid, de gedragingen en het welzijn van de mens;

2° het onderzoek naar de efficiënte middelen om de geluidshinder te bestrijden.

Bovenvermelde opdrachten worden uitgevoerd in samenwerking met personen en met openbare of privé-laboratoria of -lichamen, die daartoe zijn erkend door de Minister, tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid en het Leefmilieu behoort.

Die personen, laboratoria of lichamen zenden aan het Ministerie van Volksgezondheid, van het Leefmilieu en van het Gezin de resultaten van hun onderzoeken en opsporingen.

ART. 6.

De Minister, tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid en het Leefmilieu behoort, kan de opvoeding van de bevolking bevorderen op het gebied van de lawaai-problemen en van de middelen om het lawaai te voorkomen en te vermijden.

Hij kan daarenboven aan de Ministers, tot wier bevoegdheid de Nationale Opvoeding behoort, alle voorstellen doen om die onderwerpen in de onderwijsprogramma's te doen opnemen.

De in het eerste lid van dit artikel bepaalde taak kan worden opgedragen aan privé-lichamen, die daartoe moeten zijn erkend door de Minister, tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid en het Leefmilieu behoort.

ART. 7.

De Minister, tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid en het Leefmilieu behoort, kan personen alsook openbare of privé-laboratoria of -lichamen erkennen die ermee zullen worden belast apparaten of inrichtingen te beproeven of te controleren die lawaai kunnen veroorzaken, die bestemd zijn om het lawaai te dempen, op te slorpen, te meten of de hinder ervan te verhelpen.

ART. 8.

De Koning bepaalt de voorwaarden en de procedure voor de erkenning van de personen, de laboratoria of de lichamen waarvan sprake in de artikelen 5, 6 en 7.

ART. 9.

» § 1^{er}. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les infractions à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution sont recherchées et constatées par les agents que le Roi désigne pour surveiller l'application de la loi et des arrêtés pris en exécution de celle-ci.

Les procès-verbaux qu'ils établissent font foi, jusqu'à preuve contraire, des faits qui y sont constatés, non seulement sur la base de données d'appareils de mesure visés à l'article 7, mais aussi par tout autre moyen de droit. Copie des procès-verbaux est notifiée aux contrevenants dans les sept jours de la constatation.

§ 2. Les agents désignés en application du présent article peuvent pénétrer de jour et de nuit dans les établissements, lorsqu'ils ont des raisons de croire qu'il s'y commet une infraction à la loi ou aux arrêtés relatifs à la lutte contre le bruit, à l'exclusion toutefois des locaux destinés à l'habitation.

S'il existe des indices suffisants de présumer que l'origine d'un bruit se trouve dans des locaux destinés à l'habitation, il peut être procédé à la visite domiciliaire entre 5 heures et 21 heures par deux de ces agents, agissant en vertu d'une autorisation motivée du juge du tribunal de police.

ART. 10.

Les agents désignés conformément à l'article 9, § 1^{er}, peuvent, en présence de l'intéressé ou celui-ci dûment appelé, essayer ou faire essayer par les personnes, les laboratoires ou organismes publics et privés agréés en vertu de l'article 7, les appareils et dispositifs susceptibles de produire du bruit ou destinés à le réduire, à l'absorber ou à remédier à ses inconvénients.

Ces agents peuvent interdire provisoirement l'utilisation d'appareils et dispositifs qui, par leur construction ou leurs propriétés, ne sont pas en état de fonctionner de manière conforme aux arrêtés d'exécution de la présente loi, y apposer les scellés et prendre à leur égard toutes les mesures urgentes que la situation commande dans l'intérêt de la population et de la salubrité.

Ces mesures cessent d'avoir effet à l'expiration d'un délai de huit jours si, dans le cours de celui-ci, elles n'ont pas été ratifiées, les utilisateurs préalablement entendus ou appelés, par le fonctionnaire dirigeant l'administration à laquelle appartient l'agent qui les a prises.

Les décisions de ratification sont notifiées, sans délai, par pli recommandé, aux utilisateurs des appareils et dispositifs.

Un recours au Roi est ouvert à tout intéressé contre les décisions de ratification. Le Roi règle les modalités de ce recours; celui-ci n'est pas suspensif.

Ces agents peuvent requérir pour l'accomplissement de leur mission l'assistance des autorités communales.

ART. 9.

§ 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie wordt overtreding van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten opgespoord en vastgesteld door de ambtenaren die de Koning aanwijst om toe te zien dat de wet en de besluiten tot uitvoering ervan worden toegepast.

De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht, zolang het tegendeel niet bewezen is, voor de feiten die erin worden vastgesteld, niet alleen in de vorm van gegevens bekomen met behulp van meettoestellen vermeld in artikel 7, maar ook die bekomen door elk ander rechtsmiddel. Een afschrift van de processen-verbaal wordt binnen zeven dagen na de vaststelling aan de overtreders betekend.

§ 2. De overeenkomstig dit artikel aangewezen ambtenaren mogen dag en nacht alle inrichtingen betreden wanneer zij op goede grond kunnen aannemen dat er overtreding van de wet of de besluiten betreffende de bestrijding van de geluidshinder wordt gepleegd, met uitzondering evenwel van de tot woning dienende vertrekken.

Indien er voldoende aanwijzingen voorhanden zijn om aan te nemen dat de oorzaak van het lawaai zich in tot woning dienende vertrekken bevindt, kunnen twee ambtenaren, met een gemotiveerd verlof van de rechter in de politierechtbank, tussen 5 en 21 uur een huiszoeking verrichten.

ART. 10.

De overeenkomstig artikel 9, § 1, aangewezen ambtenaren kunnen de inrichtingen en toestellen, die lawaai kunnen veroorzaken of die bestemd zijn om het lawaai te dempen, op te slorpen of de hinder ervan te verhelpen, in aanwezigheid van belanghebbende of deze behoorlijk oproepen, beproeven of doen beproeven door de personen, door de openbare en privé-laboratoria of -inrichtingen, welke krachtens artikel 7 daartoe zijn erkend.

Die ambtenaren kunnen het gebruik van inrichtingen en toestellen, die wegens hun bouw of eigenschappen niet conform de besluiten tot uitvoering van deze wet kunnen werken, voorlopig verbieden, die inrichtingen en toestellen verzegelen en daaromtrent alle spoedmaatregelen nemen die in de gegeven omstandigheden noodzakelijk blijken in het belang van de bevolking en van de gezondheid.

Die maatregelen hebben na verloop van acht dagen geen uitwerking meer als ze binnen die termijn, de gebruikers vooraf gehoord of oproepen, niet bekrachtigd zijn door de ambtenaar die de leiding heeft over het bestuur waarvan de ambtenaar die de maatregelen heeft genomen, deel uitmaakt.

De beslissingen, waarbij de maatregel bekrachtigd wordt, worden onverwijld per aangetekend stuk betekend aan de gebruikers van de inrichtingen en toestellen.

Tegen de beslissingen tot bekrachtiging kan door ieder belanghebbende beroep worden ingesteld bij de Koning. De Koning stelt de regels van dit beroep, dat niet opschortend is.

Die ambtenaren kunnen bij het vervullen van hun opdracht de hulp inroepen van de gemeenteverheid.

ART. 11.

Sans préjudice de l'application des peines établies par le Code pénal, est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement :

1° le détenteur des appareils ou des dispositifs qui, par suite d'une négligence ou d'un défaut de prévoyance de sa part, sont à l'origine d'une forme de bruit interdite par le Roi;

2° celui qui enfreint les dispositions d'arrêtés royaux pris en exécution de la présente loi;

3° celui qui se refuse ou s'oppose aux visites, aux essais ou aux mesures prévues à l'article 10.

Les peines peuvent être portées au double et les peines minima le seront en tout cas si, dans les deux années d'une condamnation pour infraction aux dispositions du présent article, le condamné commet une nouvelle infraction à cette disposition.

Toutes les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 12.

La présente loi ne porte pas préjudice aux dispositions de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail.

Les dispositions de l'article 4 ne s'appliquent pas aux arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, ni aux arrêtés d'autorisation particuliers pris en vertu de la police des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, de la police des appareils à vapeur ou du règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes.

ART. 13.

La présente loi ne préjudicie pas aux attributions que les pouvoirs décentralisés détiennent en la matière, en vertu des décrets du 14 décembre 1789 et du 16-24 août 1790, ainsi que d'autres lois en vigueur.

ART. 14.

Les arrêtés royaux relatifs au bruit, applicables à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, continuent à produire leurs effets jusqu'à la date de leur abrogation.

Jusqu'à cette date, les infractions à ces dispositions sont recherchées, poursuivies et sanctionnées sur base des dispositions légales dont elles assuraient l'exécution.

ART. 11.

Onverminderd de toepassing van de in het Strafwetboek gestelde straffen, wordt met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van zesentwintig frank tot vijf duizend frank of met één van die straffen alleen gestraft :

1° hij die inrichtingen of toestellen onder zich heeft welke wegens nalatigheid of gebrek aan vooruitzicht van zijentwege aan de oorsprong liggen van een door de Koning verboden vorm van lawaai;

2° hij die de bepalingen van de ter uitvoering van deze wet vastgestelde koninklijke besluiten overtreedt;

3° hij die zich niet leent tot of zich verzet tegen het schouwen, het beproeven of het nemen van maatregelen als bedoeld in artikel 10.

De straffen kunnen en de minimumstraffen zullen in elk geval worden verdubbeld als hij die wegens overtreding van de bepalingen van dit artikel is veroordeeld, binnen twee jaren na die veroordeling deze bepaling opnieuw overtreedt.

Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn op de in deze wet bepaalde overtreding toepasselijk.

ART. 12.

Deze wet doet geen afbreuk aan de bepalingen van de wet van 10 juni 1972 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen.

De bepalingen van artikel 4 zijn niet van toepassing op de koninklijke besluiten die zijn genomen ter uitvoering van de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, noch op de bijzondere vergunningsbesluiten die zijn genomen op grond van de politie der gevaarlijke, schadelijke of hinderlijke inrichtingen, van de politie der stoomtoestellen of van het algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen.

ART. 13.

Deze wet doet geen afbreuk aan de bevoegdheden die de gedecentraliseerde overheden ter zake bezitten, krachtens de decreten van 14 december 1789 en van 16-24 augustus 1790, evenals krachtens andere in voege zijnde wetten.

ART. 14.

De koninklijke besluiten betreffende de geluidshinder, die van toepassing zijn op de datum waarop deze wet in werking treedt, blijven van kracht tot op de datum waarop zij worden opgeheven.

Tot op die datum worden de inbreuken op die verordeningen opgespoord, vervolgd en bestraft op grond van de wetsbepalingen waarvan zij de uitvoeringsbeschikking waren.